L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 24 JANVIER 1889. 62me Année

Dufour & Dénant.
Propriétaires Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI. 24 JANVIER 1889.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On n'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par M. F. Michel, constable, devant la maison de Canr, rue Magazine, No 1036, un wagon couvert, à ressorts, à quatre roues.

Les "trusts"—Une décision qui les condamne.

Il est impossible de jeter un coup d'œil sur l'ensemble des industries et des différents trafics américains, de les suivre dans leurs développements, depuis plus de vingt-cinq ans—sans être frappé de leur prospérité, jusqu'ici toujours croissante et dont la progression ne semble pas devoir s'arrêter, de longtemps. La cause de ce merveilleux phénomène économique est bien connue. A un moment donné, les Américains se sont fatigués d'envoyer, chaque année, leur argent à l'étranger pour y acheter des articles de consommation qu'ils ne pouvaient se procurer chez eux; toutes les richesses de leur sol et de leur sous-sol n'y suffisaient pas suffi.

Pour échapper à cet appauvrissement graduel, fatal, ils se sont déterminés à produire eux-mêmes, et, afin d'assurer le développement de cette production, ils l'ont protégée contre les invasions des articles similaires des fabriques du dehors. Nous n'avons pas à vanter les résultats de cette politique économique; nous les avons sous les yeux; leur constatation est le plus bel éloge qu'on en puisse faire.

Pourquoi faut-il qu'il y ait une ombre à ce tableau, un défaut à cette cuirasse? En même temps que s'accumulaient les richesses nationales, se multipliaient les fortunes particulières, grossissant à l'ombre d'une protection qui ne se démentait pas et avec l'appui tout puissant d'une liberté individuelle qui ne rencontrait aucun obstacle. Elles arrivaient graduellement, sans que l'on s'en rendît compte, sans que l'on s'en doutât, à s'imposer à tout ce qui les entourait, doniptant les uns par la force du capital, venant à bout des autres par les ressources de la spéculation, attirant à elles par l'appât du gain et la communauté de l'intérêt ceux dont elles n'avaient pu se débarrasser. Se sentant impuissantes à en faire des victimes, elles les transformaient en auxiliaires. C'est ainsi que la liberté, ce magnifique levier de l'activité humaine, cet incomparable instrument de prospérité et d'égalité entre les hommes, est devenu, avec une rapidité qui tient du prodige, le principe de toutes les inégalités, de tous les monopoles. Quand les Américains semaient, avec un si juste amour-propre, les libertés autour d'eux, sans compter, avec une prodigalité dont on ne trouve aucun exemple dans les temps anciens et modernes, ils ne se doutaient guère que le régime qu'ils inauguraient, si fièrement, allait amener un résultat entièrement opposé à celui qu'ils en attendaient.

Le monopole est partout aujourd'hui; il a tout envahi et domine tout. Il s'est glissé jusque dans la politique, proprement dite, et en fait à peu près ce qu'il veut, à l'aide des capitaux qu'il jette à droite et à gauche et qui pèsent sur les volontés du peuple, sans que le peuple s'en rende nettement compte. Qui ne sait l'immense influence exercée, dans les dernières élections présidentielles, par les détenteurs du monopole, cette pieuvre dont les mille tentacules s'étendent de tous côtés et ont fini par enlacer toute la sphère industrielle et commerciale.

On commence à s'apercevoir du mal, on le signale, on cherche à en arrêter les progrès, à combattre son influence. Y réussira-t-on? Nous espérons, et l'on ne saurait assez encourager et saluer ceux qui cherchent à lui barrer le passage. La justice s'en mêle, et, dans un procès récent, une haute autorité judiciaire—il n'en est pas de plus élevée; il s'agit de la cour suprême—a prononcé sur cette sorte de despotisme économique qu'on a décoré du titre de "trust" des paroles très sévères. Il était question d'une grande compagnie dite "North River Sugar Refining Company" qui n'avait pu remplir ses engagements, qui était déchue de ses franchises et dont il fallait décréter la dissolution. Cette compagnie appartient au redoutable "trust" qui désole, en ce moment, l'industrie sucrière.

"Le sugar trust"—a dit le juge Barrett—se compose d'une série de corporations qui brassent des affaires, se soumettant, plutôt en apparence qu'en réalité, aux formalités légales. On ne voit entre elles aucun des liens qui unissent les membres d'une société industrielle et les rendent solidaires les uns des autres: on ne saisit pas clairement les "statuts" qui les régissent en commun. Les actionnaires des dix-sept corporations qui la constituent ont, dans chacune de ces corporations leur direction naturelle qui conserve son autonomie et dont l'action, en ce qui concerne le "trust," échappe à leurs recherches." Et, après avoir traité le "trust", dit encore le juge, "est un document extraordinaire, monstrueux, et il n'est pas étonnant qu'il renferme une clause qui recommande le secret le plus strict."

Voici la conclusion de l'opinion; elle vaut la peine d'être citée: "Il existe dans la loi ordinaire, en équité, tout ce qu'il faut pour réprimer les abus de ces prétendues corporations—abus qui, s'ils continuaient à grandir, à se généraliser, conduiraient, inévitablement, à l'oppression des populations et, finalement, à la subversion de leurs droits politiques."

Cette décision est un rude coup porté aux "trusts", en général, et à celui du sucre, en particulier. Aura-t-il l'effet que l'on aurait le droit d'en attendre?

La circulaire de la maison Willett et Hamlin, de New York, d'où nous tirons cette opinion de juge Barrett, ne le pense pas. En 1888, comme en 1888, le "trust" continuera à accaparer le sucre et à le raffiner. La compagnie frappée, celle de North River, était une des moindres de la coalition. Sa chute n'affectera nullement le syndicat, qui raffinera, cette année, comme l'an dernier, un million de tonnes, à l'aide desquelles il dominera le marché et lui dictera la loi.

Il est bon, toutefois, que l'on sache—d'après l'autorité de la Cour Suprême—qu'il y a dans la loi des ressources suffisantes pour réprimer les abus. La décision dont nous venons de parler, encourageante, sans doute, alors capitaux à fonder des raffineries indépendantes. 1,362,253 tonnes ont été raffinées, l'an dernier, dont 1,002,791 par le "trust" et le reste, c'est-à-dire 359,422 tonnes, soit 26,4 pour cent, par les compagnies indépendantes. Il y en a, dès maintenant, quatre de ces dernières à Philadelphie, une à Boston, une à San Francisco; et M. Claus Spreckles en fonde une cinquième à Philadelphie. Le mouvement de réaction, de résistance est donné; on a lieu de penser que l'on arrivera à dompter les "trusts" dans l'industrie sucrière, comme on vient de le faire, si heureusement, dans l'industrie du coton.

Une réponse de médecin peu compromettante:

—Docteur, disait une cliente, vous qui possédez à fond l'art de guérir, dites-moi donc franchement ce que vous faites quand vous êtes malade?

—Je tousse, chère madame.

LOUISIANE.

Le Farmer, Covington, paroisse St-Tammany, du 19 janvier:

Il y a, dans la caisse de la paroisse un reliquat de plusieurs centaines de dollars, quoique bien des contribuables n'aient pas encore payé leurs taxes.

—Le temps a été mauvais, cette semaine; il a plu, il a fait froid, mais, enfin, le soleil l'a emporté. Il semble vouloir nous donner un hiver doux et agréable.

—Nous avons visité la poterie et la manufacture de fourneaux de Covington; nous avons vu par quels procédés on convertissait l'argile en pots à fleurs, en cruchons à liqueur. Il y a là des centaines de tonnes de charbon prêts à alimenter les fours. MM. Deady & ils connaissent à fond leur métier; nous sommes persuadés qu'ils réussiront complètement dans leur entreprise.

—M. R. Ridgway, de la maison Ridgway, Outland frères et Cie., 6 rue du Camp, Nouvelle-Orléans, marchands de tuiles à drainer et de tuyaux souterrains, nous a rendu visite, jeudi dernier. M. Ridgway est occupé, en ce moment, à drainer à la tuile la propriété de M. Saunders, qui sera considérablement améliorée, grâce à une irrigation du sol et un écoulement convenables des eaux.

—M. Ch. D. Sweet, agent chargé de solliciter, pour le Palais de Cannes et de Coton que l'on élève à la Nouvelle-Orléans, viendra visiter notre paroisse, dans quelques jours, pour demander que l'on veuille bien contribuer à l'exhibition des produits agricoles, minéraux et autres du pays. C'est une très bonne occasion de montrer ce que notre paroisse peut produire. Nous espérons que M. Sweet recevra assez de contributions en nature pour que nous puissions avoir dans cette grande exposition, une place à part, sous le titre de "Exhibition de St Tammany.

L'Entreprise, Nouvelle Ibérie, paroisse Ibérie, du 19 janvier:

Il y a bon nombre de planteurs qui conviennent qu'il leur faut absolument de grandes sucreries, mais ils attendent que la diffusion se soit installée chez les grands planteurs; jusque là, ils ne veulent rien tenter.

—MM. C. F. et Wallace Price, de Baldwin, sont déterminés, cette année, à s'adonner à la culture du riz; ils ont raison et réussiront.

—L'habitation Home, à Cypremort, aura, cette année, 600 acres de plant de cannes. Le colonel Dubreca, directeur des travaux de l'hon. Cartright Eustis, propriétaire de cette habitation, compte sur un succès complet. Il sèmera également du maïs. 11 familles de tenanciers vont habiter les cottages que l'on a construits pour elles.

—Sur l'habitation Crawford, propriété de M. Chaffe, on va aussi planter beaucoup de cannes. La semence est en très bon état. On fait de grandes améliorations à cette propriété.

—L'île de la côte Blanche sera, tout entière, plantée en cannes, cette année.

—Les habitations Louisa et Florence, à M. Ernest Burguières, vont être mises en pleine culture. La semence est excellente sur ces deux propriétés. Mme Ernest Burguières a magnifiquement installé les deux habitations Alice B et Ivanhoe, très habilement dirigées par M. Frank Viguerie.

—A Jeanerette, l'Association de Bâtisses est bien lancée et va entamer de grandes opérations. Elle a été organisée, samedi dernier, et se compose de nos citoyens les plus influents.

—Nous avons vu arriver, cette semaine, un grand nombre d'hommes du Nord et de l'Ouest; ils font une tournée d'inspection, en vue de s'établir, bientôt, dans notre paroisse.

—MM. Delgado ont vendu leur vaste habitation à MM. Lavert et Monnot; nous ne connaissons pas le prix d'achat.

—A Jeanerette, l'activité est grande; on laboure, on plante, le plus rapidement possible; la perspective est bonne pour la saison prochaine.

Le Banner, New Road, paroisse Pointe-Coupée, du 19 janvier:

La question du drainage de la base de la levée au-dessus de Morganza, a été enfin prise en considération par notre juri de police. On avait jusqu'ici constaté les dangers de la situation; mais le manque de fonds dans le trésor de la paroisse, ne permettait pas de se mettre à l'œuvre. Jusqu'à présent, l'eau a continué à suinter à travers la levée, et les trous d'écrevisses redoublent le péril. Le gouvernement a rempli son devoir; il est temps que nous fassions le nôtre. L'Etat, l'administration de Washington, ont, récemment, à grands frais, reconstruit la grande levée, à une petite distance au-dessus de notre localité. Tout y est en bon état; c'est à nous d'entretenir ce qui a été fait. C'est la loi qui le veut ainsi; elle est formelle à cet égard; elle dit que l'Etat construira les levées et que les paroisses les entretiendront. Donc, si nous ne protégeons pas cette levée, nous n'exécutons pas notre contrat avec l'autorité supérieure. Or, le manque d'argent dans la caisse n'est plus un argument valable aujourd'hui; le juri de police doit songer à accomplir son devoir. Il ne nous faut rien épargner pour éviter le retour d'une crevasse qui aurait des résultat aussi désastreux que ceux de la crevasse Morganza. Nous devons ajouter, du reste, que M. A. Périllat, sous-ingénieur d'Etat, vient de faire une tournée d'inspection le long de nos levées; il affirme, dans son rapport, qu'il les a trouvées en parfait état.

—Les plongeurs sont à l'ouvrage pour sauver le plus possible du naufrage du "Paris S. C. Brown," près de Hermitage Landing. Une foule de curieux les suivent du regard avec beaucoup d'intérêt; malheureusement, la situation du bateau ne permet guère d'opérer, pour le moment, un sauvetage.

Le Réveil, St. Martinville, paroisse St. Martin, du 10 janvier:

On laboure, on sème avec ardeur sur l'habitation St-John.

—Voici un fait qui prouve ce qu'un fermier peut obtenir, même avec de mauvaises terres. M. Furbish Furman, de Georgie, vient d'en faire l'heureuse expérience. Il avait, sur sa ferme, 65 acres de terres extrêmement pauvres; il a voulu la tenter un essai: il y a semé du coton sans aucune dépense d'engrais; il a récolté 8 balles de coton, soit une balle pour 8 acres.

Il fallait que sa terre fût bien pauvre; nous n'en avons pas de semblables dans la paroisse St. Martin. Piqué au jeu, il hasarda d'y jeter 500 livres d'engrais. Cette fois, il fit 12 balles—4 de plus que l'année précédente. La troisième, il employa 1000 livres d'engrais, par acre; il obtint une récolte de 23 balles. La quatrième année, il employa 2000 livres d'engrais; résultat, 47 balles. Enfin, la cinquième année, il mit 4000 livres d'engrais par acre; il fait 80 balles de coton, 1000 boisseaux d'avoine, 400 boisseaux de maïs. Qu'obtiendrons-nous donc, dans notre paroisse de nos terres, si nous savions convenablement les engraisser?

—Marié, par le Rév. Père Langlois, à St. Martinville, M. Louis C. Vauthier à Mlle Berthe Bienvenu.

—Décédé, M. Alexandre Estilette, âgé d'environ soixante dix-huit ans, en sa résidence de Pont Breaux. C'était un des citoyens les plus estimés et aimés de notre paroisse.

Pour prendre après dîner, afin d'activer la digestion, les Pilules d'Ayer ont une efficacité merveilleuse.

UN NOUVEAU FUSIL EN PRUSSE.—Nous avons publié des renseignements sur le nouveau fusil que l'administration de la guerre prussienne fait fabriquer depuis quelques semaines dans les manufactures de l'Etat. S'il faut en croire la *Gazette nationale*, les recherches et les expériences tendant à la confection d'une arme encore supérieure à celle dont nous parlions sont continuées et poussées avec grande activité en Prusse. Une fabrique de Berlin aurait même réussi, dernièrement, à construire un nouveau fusil à répétition qui, des officiers appelés à le mettre à l'essai, donnerait les résultats les plus favorables que l'on ait obtenus jusqu'ici et qui se recommanderait, surtout par ce fait, qu'il ne peut que *sept livres* (!)

Les expositions de beaux-arts, en 1889, en France.

On lit, dans le *Temps*;

Quatre mois nous séparent de l'ouverture de l'Exposition de 1889, et l'on est, de toutes parts, en pleine activité. Nous avons déjà donné quelques indications sur l'organisation des expositions de beaux-arts au Champ de Mars. Nous pouvons aujourd'hui compléter ces indications. On sait que les expositions de beaux-arts comprennent, à côté de l'exposition décennale des artistes français et étrangers, de l'exposition des manufactures nationales, de l'exposition de l'enseignement du dessin, de l'exposition théâtrale et de l'exposition des monuments historiques, une exposition centenale de l'art français. Cette dernière exposition, prévue par le rapport adressé, à la date du 8 mars 1885, à M. le ministre du commerce par M. Antonin Proust, président de la commission d'organisation de l'Exposition de 1889, approuvé par les arrêtés ministériels des 2 août 1886 et 16 décembre 1887, réclamait la construction d'un bâtiment annexe destiné à compléter le palais des Beaux-Arts, dont la surface primitive a été réduite. La construction de ce bâtiment a été ajournée par la commission du budget et le commissariat spécial des beaux-arts s'adresse aujourd'hui à la commission de contrôle et de finances pour obtenir le crédit nécessaire à l'édification de ce bâtiment indispensable. Les expositions des beaux arts avaient eu en effet en 1878 un développement de cimaise de 3,447 mètres. Le palais des Beaux-Arts de l'Exposition de 1889 en donne 3,000. On peut, il est vrai, obtenir plus de 4,000 mètres en réduisant les moyens de circulation. Mais comme les demandes des comités étrangers sont de beaucoup plus élevées qu'en 1878 et que, d'autre part, l'Exposition décennale française fait prévoir un nombre d'œuvres bien plus considérable que le nombre de celles qui ont été exposées il y a dix ans, il est de toute nécessité d'aviser.

Nous venons de parler de l'exposition des manufactures nationales. Cette exposition sera installée dans les salles qui avoisinent la coupole centrale des galeries de l'industrie. Un instant on avait pensé que sous cette coupole il serait possible de disposer une exposition rétrospective de la céramique française. Mais il est à craindre que le local se prête difficilement à une semblable exposition. L'exposition de l'enseignement du dessin prendra place dans le palais des Arts libéraux. La galerie qui lui est réservée est actuellement insuffisante. On espère qu'il sera possible de trouver un agrandissement du côté des classes VI et VII. L'exposition théâtrale occupera le centre du palais des Arts libéraux. Quant à l'exposition des monuments historiques, elle sera installée dans la galerie du Trocadéro, du côté de Passy. On sait que cette galerie était naguère occupée par les moulages d'après l'antique. Un arrêté ministériel a concédé la galerie de Passy à la commission des monuments historiques pour y continuer le musée des moulages français. La commission des monuments historiques a immédiatement fait installer dans cette galerie de grands monuments qui la jalonnent et la divisent en cinq grandes salles. Les parois de ces cinq salles recevront les dessins des monuments historiques et des édifices diocésains et une exposition rétrospective de l'émaillerie et de l'orfèvrerie françaises, plus particulièrement empruntée aux trésors d'églises, complètera cette grande revue de l'art français du treizième au dix-septième siècle.

Mais ce qui, depuis quatre mois, a occupé surtout le commissariat spécial des beaux-arts, c'est l'exposition centenale française de la peinture, de la sculpture, de l'architecture et de la gravure de 1789 à 1889. Le travail de préparation de cette exposition a été fait pour la peinture et la sculpture par M. Antonin Proust, assisté de MM. Roger Marx et Armand Dayot, inspecteur des beaux arts, avec la collaboration d'une commission dont nous avons déjà donné la composition. Pour la gravure, c'est à MM. Béraldi et Bracquemond que le commissariat général a eu recours pendant qu'il chargeait M. Lucien Magne de faire une liste préparatoire des œuvres d'architecture et MM. de Chennevières et Bonnat de préparer cette même liste pour les dessins. Les conservateurs des musées de province sont convoqués pour le 10 janvier et la commission des collectionnaires sera réunie du 15 au 20 de ce même mois. En outre, à côté du Catalogue illustré de l'exposition centenale, le commissariat spécial prépare un ouvrage de luxe qui sera publié sous ce titre: *L'art français* 1789-1889. Le comité Roger Marx, de Courcenal, Geffroy, Michel, Maurice Hamel, Courajod, Gonse, de Lostalot, Roger Marx, Arsène Alexandre et Armand Dayot sont chargés des études qui composeront ce volume.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES SOCIÉTÉS COLOMBOPHILES DE FRANCE.—La fédération des Sociétés colombophiles a pris hier la décision de tenir à Paris un congrès international en 1889, à l'occasion du centenaire de la Révolution française. Elle a adressé officiellement sa demande au ministère. L'administration est d'autant mieux disposée à accueillir favorablement cette proposition, que les colombophiles français et étrangers ont pris des mesures pour procéder à un lancer de pigeons qui dépasserra prodigieusement ce que l'on a exécuté de plus merveilleux dans ce genre. Les organisateurs de ce concours sans précédent espèrent arriver à réunir le nombre inouï de *cent mille* pigeons destinés à être mis en liberté au même moment. Le vol simultané de tous ces oiseaux obscurcira littéralement le ciel comme le ferait une nuée orageuse. Le jour où ce spectacle surprenant sera offert au public n'a pas été encore fixé, mais il sera aussitôt que possible. On le publiera longtemps d'avance, et il sera certainement une des plus puissantes attractions que Paris offrira au monde.

LA MÉDAILLE DE SAINTE-HÉLÈNE, EN FRANCE.—La chancellerie de la Légion d'honneur a dressé, récemment, l'état des médaillés de Sainte-Hélène existant au 1er janvier 1889 et auxquels doit être versée la pension viagère de 250 fr. qui leur a été concédée par la loi du 8 mai 1869.

Des 48,522 pensionnés qui figuraient sur la première liste établie en 1870, 130 seulement sont encore vivants. Le plus âgé de ces vieux braves est né en septembre 1795. Les plus jeunes sont de 1795, à l'exception du dernier de tous, né en 1800, qui était mousse à la fin du premier Empire.

Le Fer, la Potasse, et les meilleurs altératifs végétaux, font de la Salsepareille d'Ayer un remède sans égal pour le sang.

ROYAL
FULL WEIGHT
ROYAL BAKING POWDER
ABSOLUTELY PURE
BAKING
POWDER
Absolument pur.

L'effet de cette POUDRE est infaillible. C'est une merveille de pureté, de force et d'économie que cela des poudres ordinaires, et elle échappe elle-même à toute comparaison avec la multitude des autres préparations communes, sans valeur, incomplètes sous le rapport du poids, chargées d'alun ou de phosphates.

Vente exclusivement en cons. ROYAL BAKING POWDER CO., 106 Wall Street, New York.
En gros par SMITH BROS & CO.
FORSTOFF & ENGLER.
1er janv. 89—1 an—mer, jeu, ven

Espagne et Italie.—Une difficulté.

Nous lisons dans la *Liberté*:

Une difficulté vient de surgir entre l'Espagne et l'Italie. Les commerçants italiens envoient en Espagne des vins dont ils payent l'entrée à raison de deux pésetas par hectolitre et qu'ils réexportent ensuite pour la France comme vins d'Espagne ou qu'ils vendent à la consommation du pays, avec d'autant plus d'avantage que ces vins sont fortement additionnés. Or, les vins d'Espagne ne peuvent être alcoolisés qu'avec de l'alcool ayant payé un droit d'un franc cinquante par litre, tandis que les vins d'Italie sont renforcés avec de l'alcool franc et ne payent pas de surtaxe en Espagne pour l'alcool qu'ils renferment. Il y a là un double préjudice pour la production nationale, par suite de la concurrence de ces vins étrangers portant 18 degrés et pouvant être dédoublés, et surtout par suite des difficultés que la douane française apporte à l'importation des vins d'Espagne, dans lesquels elle recherche le mélange des vins d'Italie. A Valence et à Tarragone, la question menace de devenir grave, car en Espagne, pays de liberté pratique, le peuple plébiscite volontiers les problèmes de cette nature en montrant son mauvais vouloir par des démonstrations significatives. On demande au gouvernement d'augmenter les droits de douane sur les vins et d'établir une surtaxe atteignant l'alcool de vinage. Or, l'Espagne est liée sur ce point par le traité de commerce avec la France; il faudrait modifier cet instrument diplomatique pour changer le quantum du tarif et surtaxer l'alcool. Dans une circonstance analogue, l'Espagne s'est mise d'accord avec l'Allemagne, au risque de nous porter préjudice, au sujet des seigles, qu'elle a consenti à biffer de son traité. Il est à désirer que la diplomatie française ne lui en conserve pas de rancune et s'empresse de lui complaire, au cas échéant, dans la question des mises d'accord avec l'Allemagne.

Alsace-Lorraine.

Le Journal d'Alsace annonce que la Délégation d'Alsace-Lorraine sera convoquée pour le 28 ou 29 janvier.

Cette assemblée — ajoute le journal — sera saisie d'un projet de loi modifiant les dispositions de la législation sur l'enregistrement, en ce qui concerne les droits de succession. D'après le projet, la déduction du passif sera admise pour la fixation des droits de succession. Par contre, les héritiers seront obligés de produire un inventaire détaillé.

L'agence Havas a reçu une dépêche de Metz qui annonce que le capitaine Hoyer, du 130e régiment d'infanterie, s'est suicidé en se tirant plusieurs coups de revolver dans la tête. On suppose que ce sont des dettes criardes qui ont poussé cet officier à cette extrémité.

Ce suicide, venant s'ajouter aux sanglantes rixes dans lesquelles plusieurs officiers de la garnison ont été impliqués, a causé une profonde émotion dans les sphères militaires.

MM. François et Georges Ulsemer, coiffeurs à Mulhouse, avaient placé dans leur vitrine des réclames en langue française. Accusés d'avoir fait une manifestation séditieuse, ils ont comparu le 9 janvier devant le tribunal des échevins de la ville. Comme ils ont pu prouver que les réclames incriminées avaient été placées à la devanture de leur magasin avant que l'ordonnance de police qui interdisait de poser à l'avenir de nouvelles réclames rédigées en français eût été publiée, le tribunal les a renvoyés des fins de la plainte.

Le tribunal de Strasbourg vient de condamner à trois mois de prison, pour outrages à la personne de l'empereur, M. Holterbach, receveur de l'octroi, qui, déjà avant la guerre, occupait le même emploi sous le régime français.

Le gouvernement de l'empire a soumis au Conseil fédéral un projet de loi tendant à supprimer les dernières traces de l'usage de la langue française dans l'expédition des affaires judiciaires en Alsace-Lorraine.

La chambre correctionnelle du tribunal de Mulhouse a condamné à six mois de prison et seize marcs d'amende le nommé Pierre Weingaertner, qui avait crié: "Vive la France!" en voyant partir, le 25 mars, les conscrits de Huningue. Le délit avait été commis le 25 mars 1887. Le délinquant, pour échapper aux poursuites de la police, s'était réfugié en Suisse; mais il était revenu récemment en Alsace et avait été immédiatement mis en état d'arrestation.

Suisse

Le Conseil fédéral a fixé au 25 mars la date de l'ouverture de la session extraordinaire des Chambres fédérales.

Un violent incendie a détruit la moitié du village de Branson, dans le canton du Valais. Un grand nombre de bestiaux ont péri dans les flammes.

L'auteur de ce sinistre est un fou, qui a été arrêté au moment où il mettait le feu à la partie du village qui n'avait pas été atteinte par les flammes.

LE CHATEAU DE CHENONCEAUX.—Nous avons annoncé que le tribunal civil de Tours avait adjugé le château de Chenonceaux au Crédit foncier pour une somme de 201,000 francs.

Me Melin, avoué, représentant M. Tochié, autre créancier hypothécaire, a mis immédiatement surenchère.

L'adjudication nouvelle est fixée au samedi 2 février.

A la grande poste:

La commission d'examen interroge un candidat aux fonctions de facteur, sur l'arithmétique:

—Etes-vous fort sur la multiplication? demande un de ces messieurs au néophyte.

—Mais oui, assez, monsieur, répond celui-ci. J'ai quatre enfants en bas âge et un cinquième qui pousse.

Tableau!

Une phrase cueillie dans le récit d'un suicide:

"Comme on a trouvé une somme de quinze centimes dans la poche du suicidé, aucun motif plausible ne peut être donné de cet acte de désespoir."

Guibollard, passant dans la rue, voit agenouillé sous une porte cochère un aveugle qui mendie:

—Peut-on choisir un métier pareil? murmure Guibollard en s'éloignant.

TO-KALON,
Avis aux familles.

Vins supérieurs de Californie que l'on trouvera toujours chez M. P. FORGET, 71 rue Royale, entre St-Pierre et Toulouse, surtout le célèbre vin de M. Crabb.
4 oct—an 17 fév

PAR BAUMGARDEN & FRIEDRICHS.
ANNONCE JUDICIAIRE.
Vente de syndic.
Un bon cheval, brûleire à café, fontaines, grande théière ornementée.
Dans l'affaire de Louis R. Shanks vs ses créanciers.
No 25,503—Cour Civile de District.
PAR BAUMGARDEN & FRIEDRICHS—Geo. G. Friedrichs, encanteur, bureau No 176 rue Commune—VENDREDI, 8 février 1889, à 11 heures a m., sur les lieux à l'encoignure des rues Urseline et Dergenois, il sera vendu à l'enchère publique, en vertu d'un ordre de l'Hon. F. A. Monroe, juge de la Cour Civile de District, Division C, daté 21 janvier 1889 et rendu dans l'affaire ci-dessus:
Un bon cheval, deux brûleirs à café, théière et deux fontaines.
Conditions—Comptant sur les lieux.
24 janv—24 25 26—2 8 fév

COLLÈGE D'ORLÉANS,
No. 240 RUE ROYALE—NLLE-ORLÉANS.
Rentrée des classes, 1er Sept. 1888.
COURS CLASSIQUE ET COMMERCIAL.
Enseignement et pension, inclusant lit, literie, blanchissage, etc., par mois, $20.
Externat, par mois, de $2 à $6.
(Payable d'avance)
S'adresser à
W. E. ROBERT, Directeur,
12janv—1m—dim et jeu

Aider la Nature

En restaurant les tissus malades et affaiblis c'est tout ce que peut faire une médecine. Dans les affections pulmonaires, telles que les Rhumes, la Bronchite et la Consomption, la membrane muqueuse s'enflamme d'abord, ensuite des accumulations se forment dans les cellules à air des poumons, suivis de tubercules, et finalement la destruction des tissus. Il est clair, par conséquent, que jusqu'à ce que l'horrible toux soit soulagée, les tubes bronchiques n'ont aucune chance de guérir. Le Pectoral-Cerise d'Ayer

Calme et Guérit

La membrane enflammée, arrête la marche de l'épuisement, et ne laisse aucuns résultats injurieux. C'est pourquoi il est plus grandement estimé que tout autre spécifique pulmonaire.

L. D. Bixby, de Bartonsville, Vt., écrit: "Il y a quatre ans j'attrapai un fort rhûme qui fut suivi d'une terrible toux. J'étais très malade, et gardai le lit environ quatre mois. Mon médecin, à la fin, me dit que j'avais la consomption, et qu'il ne pouvait y remédier. Un de mes voisins m'avisa d'essayer le Pectoral-Cerise d'Ayer. Je le fis, et avant d'en avoir pris un demi-flacon j'étais capable d'aller dehors. Dès que j'eus fini le flacon j'étais bien portant, et le suis depuis lors."

Alonzo P. Daggett, de Smyrna Mills, Maine, écrit: "Il y a six ans j'étais commis-voyageur, et souffrais d'une

Affection des Poumons.

Pendant des mois j'étais incapable de passer une bonne nuit. Je ne pouvais que rarement m'allonger, avais de fréquents étouffements et étais souvent obligé de chercher le grand air pour me soulager. Je fus amené à essayer le Pectoral-Cerise d'Ayer, lequel m'aida. Son usage continu m'a entièrement guéri, et, je crois, sauvé la vie."

Ayer's Cherry Pectoral,
Préparé par le Dr. J. C. Ayer & Co., Lowell, Mass., Etats-Unis. Vendu par tous les pharmaciens. Prix $1; six flacons, $5.

Le navire italien "Teresina", capitaine Umani, de Marseille, commencera son déchargement JEUDI, le 24 courant, au poteau No 17, 2me district.

Les consignataires sont priés de s'occuper de la réception de leurs marchandises sur la levée, autrement elles seront emmagasinées à leurs frais et risques. Aucune marchandise ne sera livrée sans un ordre des consignés, lequel ne sera donné que sur paiement du fret, et aucune réclamation ne sera reconnue à moins d'être faite et constatée sur la levée.

BASSETTI & XIQUES,
67 et 69 rue Decatur.

Si le capitaine, si les consignataires du navire italien "Teresina", de Marseille, ne seront responsables des dettes contractées par l'équipage du dit navire.

BASSETTI & XIQUES,
67 et 69 rue Decatur
22 jan—3f

Imported Hemdrd Warehouse Co.—Bureau, coin des rues Conti et Peters.—Nouvelle Orléans, 17 janvier 1889.—La réunion semestrielle des actionnaires de cette Compagnie aura lieu à ses bureaux, le LUNDI 28 janvier 1889, à 7 heures P. M.
E. A. JOURDAN,
Secrétaire.
18 jan—1s. 23. 27.

BEQUILLES.
BAS ÉLASTIQUES.
Soutiens abdominaux, Bandages herniaires, Bas pensoires, appuis pour les épaules, etc, dans tous les genres et dans tous les prix.
A. McDERMOTT,
200 St Charles, entre Julia et St-Joseph.
31 mai—1 an

EUGÈNE BRAQUET
Successeur de Pierre Dufort,
Entrepreneur de Pompes Funèbres
249.....Rue Royale.....249
Téléphone 710. 1an—1an

Portraits au Crayon
J. EMILE RIVOIRE
ARTISTE.
40 rue Toulouse.
11sept

Compagnie d'Assurances de la Nlle-Orléans.
CONFORMÉMENT au réglement de sa charte la Compagnie d'Assurances de la Nouvelle-Orléans publie l'état de situation suivant de ses affaires, du 1er janvier au 31 décembre 1888:

Primes d'incendie	$167,151 81	
Primes maritimes	2,928 08	
Primes de rivières	2,792 90	
		$173,863 67
Primes acquises de 1887		57,567 11
Total des primes		$231,230 78
Intérêt, loyers et sauvetage		$16,460 84
		$247,691 62
A déduire—		
Primes non terminées pour 1888	$49,958 73	
Primes remboursées sous cancellation par la compagnie de polices sur des risques spéciaux en dehors de l'Etat de la Louisiane, la compagnie ayant reçu d'entre celle classe de risques	29,274 81	
Autres primes remboursé s	7,002 76	
Réassurances	8,388 26	
		$93,754 59
Revenu net		$153,937 03
A déduire—		
Risques de feu de 1888	$103,101 34	
Risques maritimes de 1888	1,276 42	
Risques de rivières de 1888	510 73	
Pertes payées pour 1888	$104,988 49	
Commissions	16,110 27	
Taxe et licences de l'Etat et de la ville	3,150 73	
Frais de cour et honoraires d'avocat	936 67	
Board of Underwriters, Babcock et Corps de Sauvetage	4,082 02	
Dépenses générales, salaires, interêt et escompte	22,292 82	
Profits et pertes	3,424 17	
		$155,285 17
		$1,348 14
A'mont doit être atténué: Pertes apparaissant à l'année 1887 et payées pendant l'année 1888, savoir:		
Pertes de feu de 1887 payées en 1888	$44,046 68	
Pertes maritimes de 1887 payées en 1888	6,975 92	
Pertes de rivières de 1887 payées en 1888	21,475 30	
		$72,396 95
		$73,745 09

La compagnie possède l'actif suivant, au cours du marché, 31 décembre 1888:

Argent dans les banques	$37,843 71
Primes en cours de collection	20,953 33
Bons de la ville de la Nlle Orléans, bons à primes consolidés 4 pour cent de l'Etat de la Louisiane $125,834 20; St Bernard Steam Fire Company, $100 00; Battalion Washington Artillery, $500 00	126,434 20
Metairie Cemetery Association and New Orleans Cotton Exchange	22,300 00
Billets hypothécaires, 1ère hypothèque sur propriétés foncières valant le double du montant	35,813 11
Prêts sur demande garantis par titres valables	35,563 07
Billets à recevoir pour primes	4,444 58
Propriétés foncières et meubles de bureau	70,844 55
Warrants de l'Etat	1,292 70
Débiteurs divers	624 82
	$356,134 67
Intérêt échu en 1888 sur billets hypothécaires et prêts	2 176 26
	$358,310 93

PASSIF.

Créanciers divers, dividendes non réclamés	$1,106 75	
Pertes ajustées, payables en 1889	13,986 83	
Pertes non ajustées, payables en 1889	2,238 75	
		$17,042 33
Surplus net en vue des porteurs de police		$341,268 60

L'état ci-dessus est une copie exacte et vraie des livres de la Compagnie.
(Signé) J. TUTES, Président.
(Signé) JOS. A. HINCKEL, Secrétaire.
Fait et signé sous serment pardevant moi, ce 17e jour de janvier, 1889.
(Signé) JAS. FAHEY, Notaire.
(Sceau.)
DIRECTEURS.
W. G. Vincent, H. Larousaini,
E. J. Bobet, P. Pouta,
C. T. Dugnean, G. Pitot,
D. Patio, Ad. Schreiber,
H. Gally, C. R. Schmidt,
J. W. Hincks, J. Tuyes.
23janv—1m—dim et jeu

NOUVEAU STOCK
PERSIENNES
Nouvellement reçues.
A. Brousseau Fils.
23 et 25 rue de Chartres.
TAPIS
Anglais et Américains aux plus bas prix.
CORTICONE, TOILE CIRÉE, LINOLEUM.
Rideaux
Guipure, Nottingham Madras Turcoma
RIDEAUX PORTIERES